



Arrêt

n° 166 581 du 27 avril 2016
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration, chargé de la Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 décembre 2015, par X, qui déclare être de nationalité yougoslave, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire - demandeur d'asile, pris le 21 novembre 2015.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 26 novembre 2015 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 février 2016 convoquant les parties à l'audience du 22 mars 2016.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. AKYAZI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. PIRONT loco Mes. D. MATRAY & A. HENKES, avocat qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé une première fois sur le territoire le 31 mai 1993 et a demandé à se voir octroyer le statut de réfugié. Le 23 juillet 1993, il sollicite la suspension de la procédure d'asile en vue de bénéficier du statut de personne déplacée. Le 24 juillet 1995, le requérant se voit notifier un refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26 *bis* (ancien)) et introduit un recours urgent.

Cette première demande d'asile s'est clôturée par une décision confirmant le refus de séjour, décision prise le 12 septembre 1996 et qui sera retirée le 21 novembre 1996.

Le requérant est convoqué une seconde fois dans le cadre du recours urgent, en date du 14 mai 1997. Le 3 octobre 1997, la partie défenderesse prend une décision confirmant le refus de séjour, le requérant n'ayant pas donné suite à la convocation lui adressée le 14 mai 1997.

1.2. Le 15 septembre 2015, il revient sur le territoire du Royaume et introduit une nouvelle demande d'asile le 17 septembre 2015.

1.3. Par courrier recommandé du 5 octobre 2015, il est convoqué pour une audition afin d'expliquer en détail les motifs de sa demande d'asile.

1.4. Le 30 octobre 2015, le Commissariat général aux réfugiés et apatrides prend une décision de refus « technique » du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, à l'égard du requérant. Cette décision a fait l'objet d'un recours devant le Conseil de céans, recours enrôlé sous le numéro 181644. Ce recours a été rejeté par un arrêt du Conseil de céans, arrêt n° 166 361 du 25 avril 2016.

1.5. Le 21 novembre 2015, la partie défenderesse délivre au requérant un ordre de quitter le territoire - demandeur d'asile. Cette décision qui constitue l'acte attaqué est motivée comme suit :

« Une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire a été rendue par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en date du 30.10.2015.

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1er, 6° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé ne dispose pas des moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel son admission est garantie, et n'est pas en mesure d'acquiescer légalement ces moyens, en effet, l'intéressé a déclaré dans son interview de ne pas avoir de moyens de subsistance et ne peut pas travailler.

En exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé(e) de quitter le territoire dans les 30 (trente) jours.»

2. Questions préalables.

2.1. La partie défenderesse soulève, à titre principal, l'irrecevabilité du recours estimant que la partie requérante n'a pas intérêt à attaquer l'ordre de quitter le territoire puisqu'il résulte des articles 7 et 52/3 de la loi que le ministre ou son délégué ne dispose, pour la prise de cette décision, d'aucun pouvoir d'appréciation et qu'il agit dans le cadre d'une compétence liée.

2.2. Le Conseil rappelle, à l'instar du Conseil d'Etat, que la compétence pour l'adoption d'un ordre de quitter le territoire n'est pas une compétence entièrement liée, y compris dans les cas où l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit qu'il « doit » adopter un tel acte. En effet, même dans ces hypothèses, la partie défenderesse n'est pas tenue d'édicter un ordre de quitter le territoire s'il méconnaît les droits fondamentaux de l'étranger. (Voir en ce sens, C.E. arrêt 231762 du 1926.06.2015 et C.E. 230251 du 19.02.2015).

Il y a lieu dès lors de rejeter l'exception d'irrecevabilité.

3. Exposé des moyens d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique de « *Violation de la loi relative à la motivation formelle et matérielle des actes administratifs (Loi de 29 juillet 1991) et la violation des principes généraux de bonne administration: principe de prudence et le principe de raisonabilité* » (sic).

Elle prétend que « *la décision attaquée ne donne pas les considérations de fait et de droit servant de fondement à la décision. Violation des articles 2 et 3 de la loi de 29 juillet 1991 [et] ne contient pas de motivation fondée.* ».

Elle fait état de ce que *la procédure concernant la décision de 30/10/2015 (le refus du statut de réfugié et le refus de la protection subsidiaire) est encore pendante. Que ce n'est pas raisonnable de prendre une décision d'ordre de quitter le territoire. La partie adverse se réfère seulement à la décision de refus du statut de réfugié et de la protection subsidiaire.*

Elle prétexte de ce que « *la décision de refus de la demande d'asile est prise sans que le requérant a été entendu par le Commissariat Général. Le CGRA invoque dans sa décision de 30/10/2015 que le requérant n'a pas donné suite à sa lettre recommandée envoyée à son domicile dans laquelle il était convoqué le 12 octobre 2015 et que le requérant n'a pas fait connaître aucun motif valable justifiant son absence dans le délai de 15 jours suivant la date de cette convocation. Le requérant n'a jamais reçu la lettre recommandée par rapport à la convocation de 12 octobre 2015. Que l'ordre de quitter le territoire est déraisonnable, (sic) parce que le requérant n'a pas eu la possibilité de comparaître à la convocation du 12 octobre 2015.*».

Elle en déduit que « *la décision n'est pas juste ou juridiquement acceptable et est fondée sur des motifs injuste et juridiquement inacceptable et illicite et donc pas motivé comme en droit. Que le moyen est sévère et fondé.* » (Sic)

Elle mentionne enfin le fait que « *la décision attaquée viole le principe du prudence et de raisonabilité*».

4. Discussion.

4.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle à titre liminaire que l'exposé d'un moyen de droit l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit ou le principe qui serait violé, mais également la manière dont celui-ci aurait été violé par l'acte attaqué. Le Conseil constate que la partie requérante s'abstient d'expliquer en quoi le principe de prudence et le principe de raisonabilité auraient été violés.

Partant, le Conseil estime que le moyen, en ce qu'il excipe d'une violation desdits principes, ne peut être considéré comme un moyen de droit. Il rappelle quant à ce le prescrit de l'article 39/69, § 1^{er}, 4° de la Loi.

4.2. Sur le reste du moyen, le Conseil observe que la décision attaquée est prise en exécution de l'article 75, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui fixe les modalités d'exécution de l'article 52/3, § 1^{er}, de la Loi.

Selon cette dernière disposition, « *Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile ou refuse de reconnaître le statut de réfugié ou d'octroyer le statut de protection subsidiaire à l'étranger et que celui-ci séjourne de manière irrégulière dans le Royaume, le ministre ou son délégué doit délivrer sans délai un ordre de quitter le territoire motivé par un des motifs prévus à l'article 7, alinéa 1er, 1° à 12°. Cette décision est notifiée à l'intéressé conformément à l'article 51/2.*

Lorsque le Conseil du Contentieux des étrangers rejette le recours de l'étranger contre une décision prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 39/2, §1er, 1°, et que l'étranger séjourne de manière irrégulière dans le Royaume, le ministre ou son délégué décide sans délai de prolonger l'ordre de quitter le territoire prévu à l'alinéa 1er. Cette décision est notifiée sans délai à l'intéressé conformément à l'article 51/2. (...) ».

A cet égard, il convient de souligner que par cet ordre de quitter le territoire, l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit, et ne constitue en aucune manière une décision statuant sur un quelconque droit au séjour, avec pour conséquence que le constat d'une des situations visées par l'article 52/3 précité suffit à lui seul à la motiver valablement en fait et en droit, sans que l'autorité administrative ne soit tenue en principe de fournir d'autres motifs tenant à des circonstances extérieures à ce constat.

En l'occurrence, le Conseil observe que la décision attaquée est motivée, d'une part, par le fait qu'une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire a été rendue par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en date du 30 octobre 2015 et, d'autre part, par le fait que celui-ci se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1^{er} 6°, de la Loi, (l'intéressé ne dispose pas des moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel son admission est garantie, et n'est pas en mesure d'acquérir légalement ces moyens) ce qui se vérifie à la lecture du dossier administratif et n'est nullement contesté par la partie requérante. Dès lors, la décision querellée doit être considérée comme suffisamment et valablement motivée à cet égard et ladite motivation, ne peut aucunement être considérée comme juridiquement inacceptable et illicite comme cela est prétendu par la partie requérante.

4.3. De surcroît, le Conseil ne peut que constater qu'il ressort du libellé même de l'argumentaire développé par la partie requérante, que celle-ci ne dirige pas ses griefs à l'encontre des motifs de l'ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13quinquies) pris à l'encontre du requérant le 21 novembre 2015, , et dont il convient de souligner qu'ils ne sont nullement remis en cause en termes de requête, mais qu'elle les dirige, en réalité, à l'encontre de la décision du 30 octobre 2015, par laquelle le Commissariat général aux réfugiés et apatrides a pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire .

Or, dans la mesure où les arguments qui y sont développés, sont sans rapport avec la décision d'ordre de quitter le territoire (annexe 13^{quintes}) prise à l'encontre du requérant le 21 novembre 2015, faisant seule l'objet du présent recours, il est patent que le Conseil ne saurait trouver, dans les moyens ainsi pris par la partie requérante, aucune considération pertinente susceptible de l'amener à considérer l'acte attaqué comme illégal.

Par conséquent, il y a lieu de constater que la partie requérante n'a intérêt à aucun de ses moyens, et ce d'autant plus que le recours en suspension et annulation introduit le 7 novembre 2015 à l'encontre de la décision refusant le statut de réfugié e de refus de la protection subsidiaire dans lequel la partie requérante développe sensiblement la même argumentation qu'en l'espèce, a été rejeté par l'arrêt n° 166 361 du 25 avril 2016 du Conseil de céans .

4.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est fondé en aucune de ses articulations.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

6. Dépens

Au vu de ce qui précède il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept avril deux mille seize, par :

Mme. M.-L. YA MUTWALE, Président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mr. A.D. NYEMECK, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

A.D. NYEMECK

M.-L. YA MUTWALE